



DECLARATION DE M. PAUL MARTIN,  
SECRETAIRE D'ETAT  
AUX AFFAIRES EXTERIEURES

"REPRESENTATION DE LA CHINE"

L'Assemblée générale a de nouveau étudié la question de la représentation de la Chine. Une fois de plus elle a décidé de ne pas accorder de siège aux Nations Unies aux représentants du gouvernement de la Chine communiste, si le prix doit en être l'expulsion des représentants du gouvernement de la République de Chine. Le Canada aurait été heureux de voir la Chine communiste siéger au sein de l'Organisation mondiale si Pékin avait rendu la chose possible. Le gouvernement canadien estime que ce n'est pas aux Nations Unies à se conformer aux vues d'un seul Etat, quelles que soient sa puissance ou sa population, mais plutôt à la Chine communiste. Le Canada regrette qu'à l'heure actuelle la Chine communiste ne semble pas disposée à le faire.

C'est dans le contexte d'une inquiétude grandissante en face des buts et de la politique du gouvernement de la Chine communiste que le vote a été pris cette année. Plusieurs pays d'Afrique et d'Asie s'inquiètent des circonstances dans lesquelles la Chine communiste les a forcés à ajouter la Conférence afro-asiatique lorsqu'elle a vu qu'elle ne pourrait la dominer. On s'inquiète de l'attitude de la Chine communiste à l'égard des événements qui sont survenus récemment en Indonésie. On s'inquiète de l'opposition ouverte du gouvernement de la Chine communiste à toute forme de négociation dans le cas de la situation au Vietnam. On s'inquiète